

Compromis et contreparties d'un accord

Un accord de coalition qui reste relativement flou, 37 jours de négociations entre le CSV et le LSAP à huis clos! Certains éléments recueillis par smartvote éclairent le nouveau programme gouvernemental.

Dans le cadre du projet smartvote, les différents partis politiques avaient dû prendre position sur une série de thèmes. Les positions que défendaient alors le LSAP et le CSV semblent indiquer que les chrétiens-sociaux ont davantage fait de concessions que les socialistes lors des négociations.

*De notre journaliste
Olivier Landini*

En mai dernier, une équipe de l'université du Luxembourg, dirigée par Philippe Poirier, avait mis en ligne un site qui devait permettre aux citoyens de pouvoir se positionner par rapport aux candidats et aux partis en lice pour les élections du 7 juin. Les candidats ainsi que leurs partis, avaient ainsi tous été invités à répondre à une série de 38 questions portant sur l'économie, la fiscalité, l'environnement, la politique sociale, l'immigration, l'éducation, des thèmes de société, les institutions, la justice et la politique étrangère. Ces mêmes questions étaient ensuite posées aux futurs électeurs qui pouvaient de la sorte, à l'issue du questionnaire, évaluer la proximité de leur sensibilité politique par rapport à celles des candidats.

Si tous les candidats n'ont, certes, pas tous participé à l'expérience (236 sur 452 candidats ont participé, soit 52 %) et qu'on ne dispose par exemple pas des réponses de Jean-Claude Juncker ou de Jean Asselborn, pour ne citer qu'eux, on dispose en revanche de la position officielle de chaque parti à ces 38 questions.

L'accord de coalition conclu le 20 juillet entre le CSV et le LSAP reste relativement flou pour un grand nombre d'observateurs, ainsi que pour l'opposition quant au contenu concret du programme annoncé. Au vu également des 37 jours de négociations entre les deux partenaires de coalition, qui se sont déroulées à huis clos et dont on ne sait donc presque rien sur les concessions faites par les uns et les autres, les éléments recueillis

lors de la campagne électorale par l'équipe de Philippe Poirier se sont révélés très instructifs.

Sans surprise, la volonté affichée par le gouvernement d'ouvrir le mariage aux homosexuels, ainsi que de réformer la loi sur l'interruption volontaire de grossesse est à attribuer aux socialistes. Il semble bien que les chrétiens-sociaux aient laissé du lest sur les questions de société, mais quels en sont finalement les contreparties?

➤ Les contreparties du LSAP

Au niveau fiscal? Au niveau économique? Apparemment pas. En effet, les réponses apportées par les deux partis, par exemple, aux trois questions fiscales élaborées par l'équipe de chercheurs de l'université du Luxembourg, sont quasiment identiques. Socialistes comme chrétiens-sociaux s'étaient en effet prononcés pour un privilège du crédit d'impôt, plutôt qu'un abattement fiscal en ce qui concerne les personnes physiques (proposition qui figure bien dans le programme gouvernemental). En ce qui concerne l'abandon du secret bancaire, les positions des deux partis n'étaient quant à elles pas tout à fait tranchées avant les élections : «plutôt non» pour le CSV et «plutôt oui» pour le LSAP.

L'annonce faite de vouloir ramener le taux d'imposition des entreprises à 25,5 % semble constituer, pour sa part, davantage la volonté du CSV («plutôt oui») que celle du LSAP, si l'on en croit la banque de données de smartvote. Bizarrement, alors qu'aucun des deux partenaires de gouvernement ne souhaitait que les commerces puissent être libres de choisir leur jours et horaires d'ouverture, l'accord conclu comprend pourtant l'autorisation, pour les commerces, d'ouvrir le dimanche.

➤ Trois bombes à retardement

Côté environnemental, on observe à nouveau un relatif consensus entre les deux partis. Il y a uniquement un léger désaccord à la question de savoir s'il faudrait augmenter les taxes sur l'essence pour décourager le tourisme à la pompe (les socialistes étant favorables à une telle mesure). Au niveau de la politique sociale, il n'y a pas dû avoir non plus de grandes polémiques entre le CSV et le LSAP, les deux partis semblaient bien sur la même ligne. Même chose pour les affaires étrangères.

Restent, tout de même, de gros désaccords sur les questions touchant à l'immigration et à l'identité nationale. Encore une fois, on observe que les socialistes ont gagné le bras de fer sur certains points comme, par exemple, le droit de vote pour les étrangers, dont le CSV ne semblait pas vouloir. Les questions de justice et de sécurité ont également dû diviser les partenaires de coalition lors des négociations, les chrétiens-sociaux s'étant par exemple exprimés pour une extension des caméras de surveillance.

Quant au cours d'instruction religieuse et morale, qui sera donc finalement maintenu dans l'enseignement, les données dont dispose smartvote nous apprennent contre toute attente que le LSAP n'était pas en faveur de sa suppression.

Au vu du programme de coalition annoncé par le gouvernement, des positions défendues par les deux partis lors de la campagne électorale et finalement des résultats des élections, une question se pose : comment le LSAP a-t-il pu obtenir autant de concessions de la part du CSV, sans davantage de contreparties? Ou alors, n'est-ce qu'une illusion? Le CSV aurait-il réussi à piéger les socialistes sans qu'ils ne s'en rendent compte? Le ministère du Travail, de l'Agriculture et de l'Immigration - trois bombes à retardement - revenant aux socialistes.



Jean Asselborn et Jean-Claude Juncker, signant l'accord de coalition, le 20 juillet, après 37 jours de négociations.